

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/3 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.3.64044

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

in Indochina wird deutlicher herausgestellt, als es der deutsche Leser gewohnt ist; hier ergibt sich manche attraktive Zusammenschau an sich bekannter Fakten. Aber auch der Krieg im Pazifik wird mit fünf von 31 Kapiteln angemessen berücksichtigt. Das macht den Reiz des Buches aus: Es stellt geschickt die Geschehnisse auf den Kriegsschauplätzen rund um den Globus so zusammen, daß dem Leser ein Gespür für die gegenseitige Bedingtheit der Ereignisse vermittelt wird.

Eine gute Operationsgeschichte braucht zu ihrem Verständnis ansprechend und übersichtlich gestaltete Karten. Diese fehlen in diesem sparsam ausgestatteten Buch allerdings meistens ebenso wie ein Register. Die Operationen in Polen, Dänemark, Norwegen und Frankreich muß sich der Leser ohne Illustrationen vorstellen, die Verkehrsbeziehungen im Mittelmeer dagegen sind Gegenstand einer Karte.

Der Band hat – würde man ihn als wissenschaftliches Buch auffassen wollen – eklatante Mängel. Aber wer eine leicht faßliche, etwas einseitige Zusammenfassung des Forschungsstandes von vor zwanzig Jahren sucht oder wer die Geschichte des Zweiten Weltkrieges auf eine anspruchslose Operationsgeschichte reduziert lesen möchte, dem ist dieser Band zu empfehlen.

Winfried HEINEMANN, Potsdam

Jean-Léon MULLER, *L'expulsion des Allemands de Hongrie 1944–1948. Politique internationale et destin méconnu d'une minorité*, Paris (L'Harmattan) 2001, 229 p. (Aujourd'hui Europe).

L'expulsion des minorités allemandes d'Europe centrale après 1945 n'a pas encore trouvé sa véritable place dans l'historiographie française et encore moins dans l'opinion publique.

Muller, traducteur du hongrois et de l'allemand, a soutenu un mémoire de maîtrise à l'INALCO, sous la direction d'Antoine Mares. Ce texte mérite pleinement sa publication par l'Harmattan. Il utilise une abondante documentation en hongrois, avec de nombreux livres et articles publiés après 1985. Il a une bonne connaissance des ouvrages en langue allemande, notamment des livres publiés par le Ministère fédéral des expulsés, réfugiés, sinistrés de guerre.

L'auteur montre bien les singularités du cas hongrois dans la catastrophe générale. Dès le XIX^e siècle, la minorité allemande a accepté de s'identifier à la cause hongroise. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, elle est restée fidèle à l'État hongrois. Le mouvement nationaliste, le *Volksbund*, lié à l'Allemagne hitlérienne, n'a eu qu'une faible audience parmi les Souabes de Hongrie, alors que les Hongrois de Banat et de Batchka, régions enlevées à la Yougoslavie après 1941, étaient très sensibles à sa propagande. Il a même existé un mouvement loyaliste, le Mouvement de fidélité à la patrie hongroise, soutenu par l'Église catholique.

Pourtant, cela n'a pas sauvé les Allemands de la déportation vers l'URSS, à la fin de 1944 et début 1945, ni de l'expulsion à partir de 1946 vers l'Allemagne. Alors qu'en Pologne et en Tchécoslovaquie, l'expulsion a été préparée par les gouvernements et soutenue par de larges parties de l'opinion, elle a été imposée par l'Union Soviétique qui a exigé le départ de 400 000 Allemands, soit la totalité de la minorité, sans tenir compte de leurs responsabilités ou de leur innocence. La population hongroise y a été hostile: seuls ont pris position pour l'expulsion les communistes hongrois, notamment les ministres de l'intérieur Imre Nagy, Laszlo Rajk, avec l'appui d'un petit Parti National Paysan. Ont été contre les sociaux-démocrates, le parti des Petits Paysans, avec l'énergique ministre des Affaires étrangères, Gyöngyössi, qui a montré son opposition résolue. L'Église catholique avec le cardinal Mindszenty, les intellectuels, notamment l'historien Istvan Bibó, ont pris publiquement position contre cet acte arbitraire. Localement, la population a souvent montrée sa sympathie pour les expul-

sés. Les communistes ont utilisé la réforme agraire et l'installation forcée de réfugiés hongrois chassés de Roumanie et de Slovaquie pour chasser les Allemands de leurs maisons et de leurs terres. Les convois vers l'Allemagne occidentale et vers la zone soviétique se succèdent de janvier 1946 à 1948.

Le livre montre bien que la Grande Bretagne et les États-Unis se sont trouvés piégés par l'évolution de la situation. Ils ont rappelé leur opposition à la notion de culpabilité collective, mais ils n'avaient aucun moyen d'action dans les pays occupés par l'Armée Rouge.

C'est un vaste sujet que l'attitude des puissances occidentales avant et après la conférence de Potsdam. Il serait souhaitable que d'autres travaux sur les pays voisins précisent encore cette situation ambiguë, entre réticence et abandon.

Bernard MICHEL, Paris

Jan FOITZIK, Sowjetische Militäradministration in Deutschland (SMAD), 1945–1949. Struktur und Funktion, Berlin (Akademie) 1999, 544 p. (Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte, 44).

Foitzik, chercheur à l'antenne berlinoise de l'Institut für Zeitgeschichte, examine les structures et le fonctionnement très complexes de l'administration militaire soviétique en Allemagne, la SMAD. Son étude repose sur l'exploitation minutieuse d'un nombre considérable d'archives, tant américaines (fonds du gouvernement militaire américain en Allemagne, OMGUS, conservé au Bundesarchiv de Coblenche), qu'allemandes (fonds de l'*Ostbüro* de la SPD à Bonn, de la SED au SAPMO BArch/Berlin, archives centrales de la RDA au Bundesarchiv Potsdam/Berlin, archives du Land de Brandebourg/Potsdam) et surtout soviétiques ou russes (archives d'État de la Fédération russe, du ministère des Affaires étrangères de la Fédération russe, du Centre russe pour la conservation et la recherche de documents du Temps présent – où sont conservées une partie des archives du comité central du PCUS –, du Centre moscovite pour la conservation de documents contemporains). Malgré ses demandes réitérées, l'auteur n'a pu avoir accès ni aux archives centrales du ministère russe de la Défense, ni aux archives de la Présidence de la Fédération russe, et la consultation des fonds dans les archives précédemment citées s'est apparentée à une course d'obstacles (p. 21 et suivante).

Après avoir retracé les premiers plans d'occupation de l'Allemagne par les Soviétiques et les débuts de l'occupation (chap. 1 et 2), Foitzik analyse les rouages de la SMAD (organisations centrales, fonctionnelles, territoriales et les structures particulières, entre autres l'appareil de sécurité et les camps d'internement), ses structures de domination et de communication (chap. 3 et 4). Les deux derniers chapitres sont consacrés aux mécanismes de commandement et de contrôle et aux effets sur l'extérieur.

L'auteur montre que la SMAD n'a pas été un organe de la politique soviétique d'occupation, mais seulement son instrument, car l'essentiel était décidé à Moscou. S'il met en évidence la dépendance du parti communiste (est-)allemand KPD/SED à l'égard de l'occupant, il souligne son rôle de courroie de transmission entre l'occupant et la population allemande et la marge de manœuvre que les cadres du parti surent se gagner en raison des relations directes qu'ils avaient établies avec leurs «camarades» de Moscou. Ainsi, *in fine*, la SED put-elle exercer une certaine influence sur la SMAD. Foitzik insiste aussi sur le caractère primordial des questions de sécurité qui déterminèrent la presque totalité de la politique d'occupation, qu'il s'agisse des démontages, des réparations, de la dénazification, de la terreur politique ou des mesures plus constructives de transferts de technologie, de recherche militaire et technique, de la mise en place des SAG ... C'est l'analyse de l'évolution de la politique menée en zone (y compris la fondation de la RDA), comme double résultat des directives et de la dynamique interne de la SMAD, cette dernière étant le produit de son organisation, qui